

La Suisse, engagée pour le climat

Les entreprises suisses, moteurs mondiaux du zéro net

En juin 2022

Résumé

Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre le zéro net d'ici à 2050. Et la Suisse ne fait pas exception à la règle. Bien qu'avec son économie avancée, elle produise moins de 0,1 % des émissions globales sur son territoire, elle joue un rôle important dans la décarbonation en tant que place économique et financière internationale. Nous estimons que la Suisse a une influence sur plus de 25 fois ses émissions domestiques, par le biais des entreprises internationales et des institutions financières qui y sont basées. Il s'agit donc d'aider au mieux l'économie suisse à exploiter son potentiel de décarbonation.

Nous avons eu des contacts avec plus de 180 entreprises et associations sectorielles afin d'identifier les opportunités pour mieux soutenir l'économie suisse dans la décarbonation. Trois conclusions principales peuvent en être tirées :

- L'économie suisse considère la décarbonation comme une priorité et va de l'avant. La décarbonation est un facteur de succès décisif pour une place économique suisse innovante et tournée vers l'avenir. Les entreprises reconnaissent son importance et elles sont quatre sur cinq en moyenne à évaluer la décarbonation comme hautement pertinente pour leur succès commercial et à s'activer à grande échelle. Par exemple, les entreprises en Suisse se sont fixé des objectifs de zéro net portant sur un volume de plus de 360 Mt d'émissions de CO₂e (six fois les émissions nationales de la Suisse) dans le cadre de la « Science Based Targets initiative », 4700 entreprises ont conclu des conventions d'objectifs dans le cadre de l'Agence de l'énergie pour l'économie et d'Act, l'Agence cleantech suisse, et le volume de la finance durable dépasse déjà 1500 milliards de CHF.
- La décarbonation de l'économie suisse est confrontée à des défis. Le « business case » individuel n'est pas encore clair pour plus de 80 % des entreprises. L'évaluation et la fixation d'objectifs climatiques constituent un défi largement répandu, de nombreuses PME risquent de rester à l'écart des développements en cours, les conditions-cadre nationales comportent des défis et des questions importantes sur le thème de la finance durable restent ouvertes.
- La décarbonation pourrait être accélérée par une meilleure interaction entre les parties prenantes. Par exemple, les associations et les ONG pourraient aider à rendre plus visible l'opportunité commerciale de la décarbonation et à soutenir les PME de manière plus ciblée. L'économie réelle pourrait sensibiliser les entreprises et les réseaux ainsi que les décideurs externes aux opportunités et aux risques liés au climat et développer des offres de conseil. Le secteur financier pourrait, en collaboration avec l'économie réelle, optimiser et exploiter tout le potentiel du financement vert. Et les politiques pourraient lutter contre l'éclatement réglementaire et renforcer les conditions-cadre.

Situation actuelle

La Suisse, en tant que petit pays et place économique et financière internationale, joue un rôle important dans la lutte pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5° C.

Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre le zéro net d'ici à 2050. Et la Suisse ne fait pas exception à la règle. L'Accord de Paris demande de limiter le réchauffement de la planète à 1,5° C en réduisant les émissions mondiales (près de 50 Gt CO₂e) à zéro net d'ici à 2050. Mais à l'heure actuelle, nous nous dirigeons vers un réchauffement climatique mondial de 2,7° C. La Suisse s'est également engagée à ramener ses émissions actuelles de CO₂e, de 50 Mt environ, à zéro net d'ici à 2050 mais ne se trouve pas encore sur la bonne voie. Elle n'a pas atteint le premier objectif intermédiaire fixé pour 2020 (à l'exception de l'industrie, qui a dépassé les objectifs, et du secteur du bâtiment, qui en était relativement proche). Sans une accélération significative des mesures de décarbonation, l'environnement, l'économie et la société seront exposés à de graves risques.

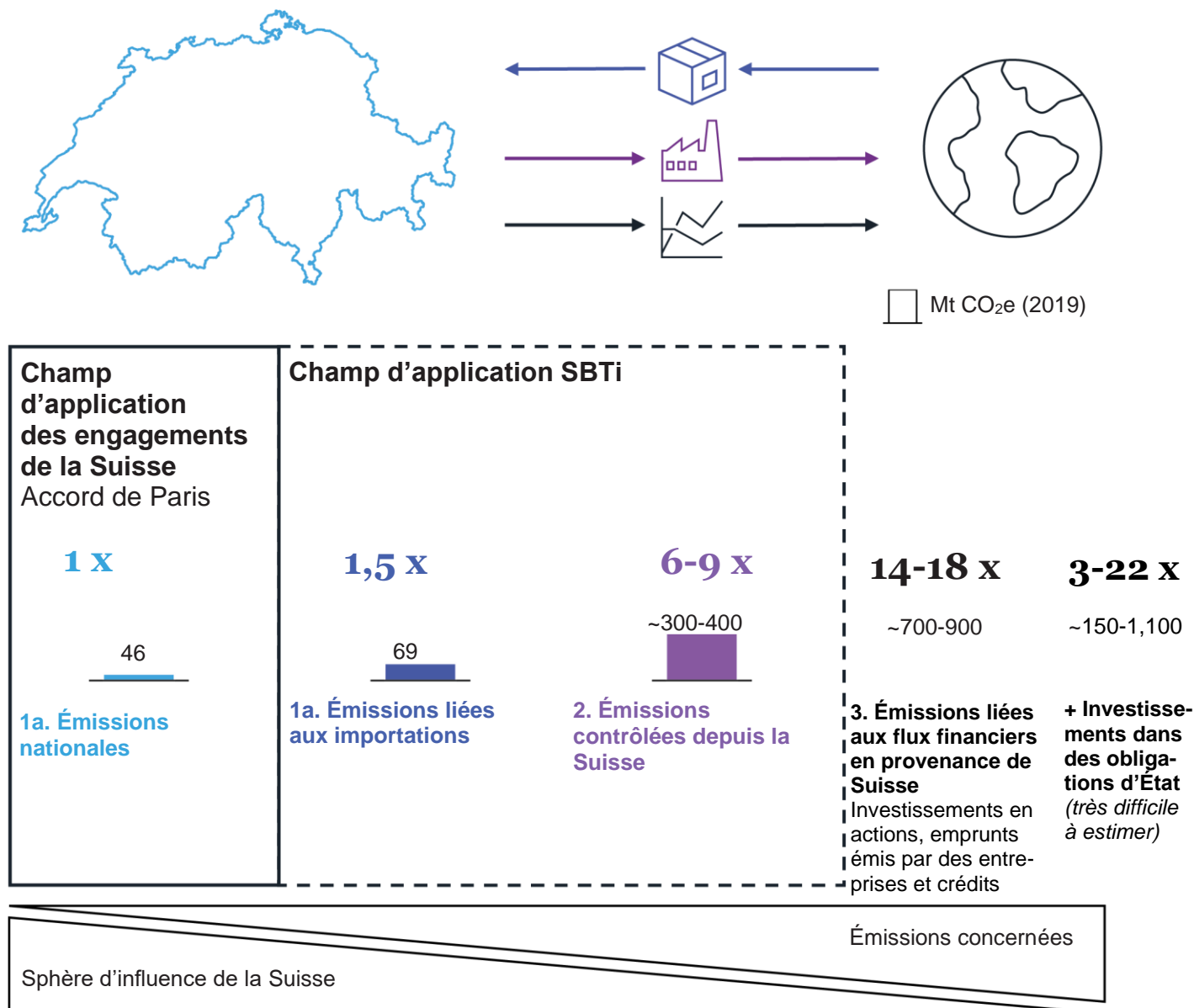
Selon les émissions considérées, l'économie est à l'origine de 30 à 60 % des émissions nationales. Sur les presque 50 Mt CO₂e d'émissions domestiques, 30 % environ sont directement imputables aux secteurs secondaire et tertiaire, tandis que l'économie au sens large¹ en produit le double (60 %). Sur ces 60 %, 24 à 30 points de pourcentage reviennent aux PME et 30 à 36 points de pourcentage aux grandes entreprises. Les 40 % restants des émissions nationales sont imputables aux ménages.

En tant que place économique et financière mondiale, la Suisse dispose d'un levier de décarbonation plus de 25 fois supérieur à ses émissions nationales. La Suisse est un petit pays dont l'économie nationale produit relativement peu d'émissions, mais qui, en tant que place économique et financière internationale, a une influence importante sur les émissions mondiales. Avec un peu moins de 50 Mt CO₂e par an, les émissions domestiques de la Suisse représentent moins de 0,1 % des émissions mondiales, ce qui témoigne d'une économie relativement peu émettrice (top 10 des pays dont l'intensité du PIB est la plus faible). Mais l'économie suisse influence des émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de la gigatonne par ses importations (environ 70 Mt CO₂e), par les activités commerciales à l'étranger des entreprises établies en Suisse (300 à 400 Mt CO₂e dans les scopes 1 et 2) et par les investissements provenant de la place financière suisse (entre 700 et 900 Mt CO₂e pour les investissements en actions, prêts aux entreprises, ainsi que les crédits et hypothèques et entre 150 et 1100 Mt CO₂e pour les investissements en obligations d'État). Si l'on tient compte des émissions indirectes générées dans les chaînes de valeur concernées (émissions du scope 3), les émissions influencées seraient de plusieurs gigatonnes supplémentaires et le levier encore plus important.

¹Y compris le secteur primaire et une partie des émissions dues au transport

Figure 1

Le levier de décarbonation de la Suisse



Le levier 2 et en partie le levier 3 ont été estimés sur la base des émissions des entreprises. Au vu des données disponibles, les émissions directes (scope 1 et 2) ont été prises en compte ici, tandis que les émissions du scope 3 ne sont pas représentées. Selon les estimations, elles sont de l'ordre de la gigatonne.

La décarbonation est à la fois une grande opportunité et un impératif pour l'économie

Les entreprises interrogées considèrent la décarbonation comme un moteur important de leur succès commercial. En moyenne, les grandes entreprises évaluent l'importance de la décarbonation à 3,9².

La décarbonation représente une opportunité unique pour la croissance, l'innovation et, plus généralement, pour la place économique suisse. C'est ce que confirment non seulement des entreprises mondiales très cotées comme Tesla ou Ørsted, Oatly ou HYBRIT, mais aussi des entreprises suisses comme Neustark, Climeworks ou Synhelion. Toutefois, peu de « licornes » se sont développées en Suisse dans le domaine de la durabilité – dans ce domaine, les États-Unis et les pays nordiques sont en tête. Aux opportunités de croissance s'ajoute la prévention des risques liés aux atteintes à la réputation ou au climat, qui constitue un avantage économique supplémentaire.

Les attentes des parties prenantes sont élevées et ne cessent d'augmenter. Les entreprises qui ne se transforment pas en conséquence subiront donc des inconvénients matériels, et pas seulement du fait de la réglementation. Des études montrent que, selon le secteur, 30 à 50 % des revenus sont menacés en cas de décarbonation insuffisante (en raison d'un durcissement des réglementations, de la perte de parts de marché, de la perte de nouveaux champs d'activité, de l'augmentation des coûts des intrants ou de pénalités, par exemple).

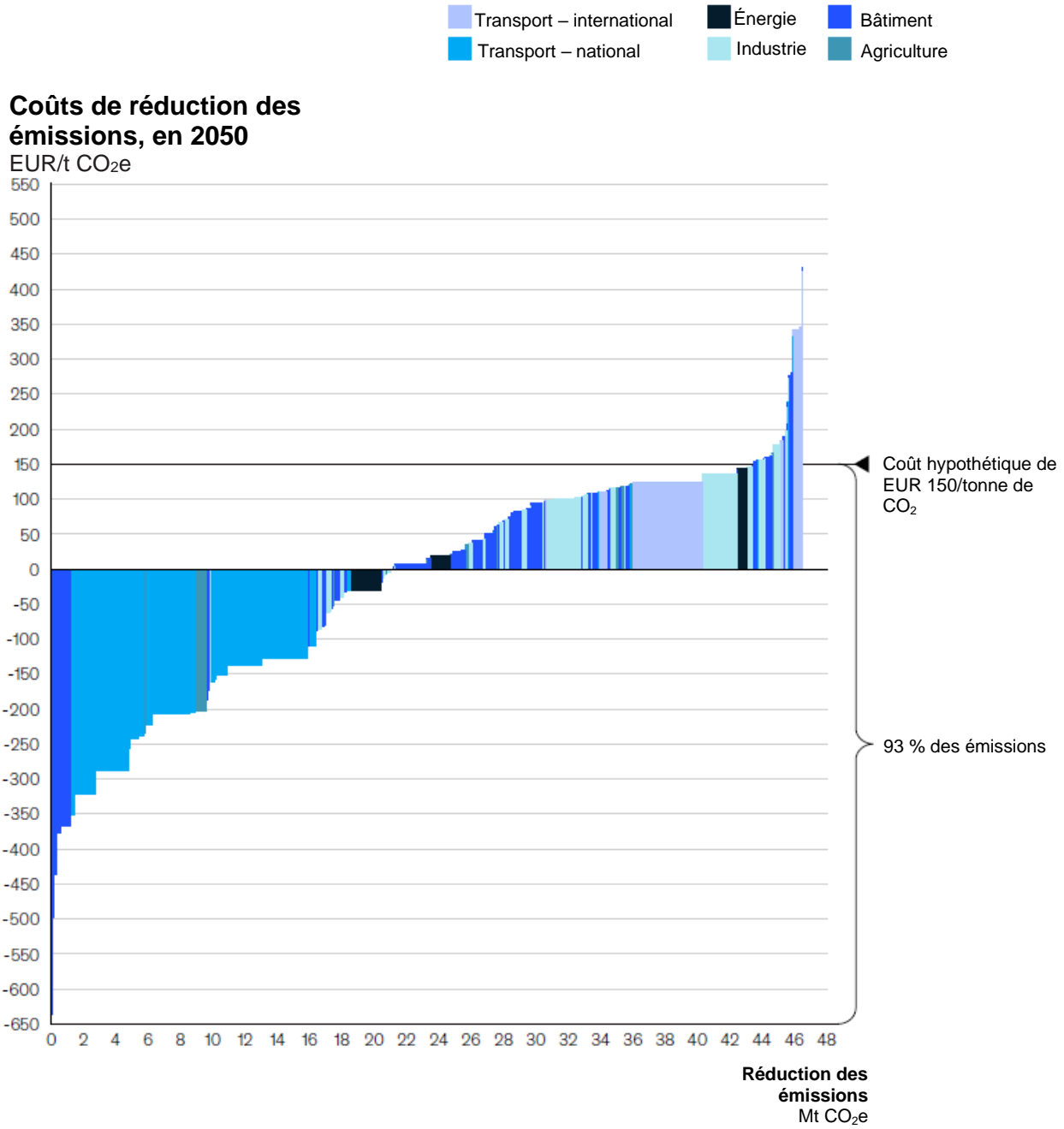
La décarbonation n'impactera pas les entreprises en 2050 seulement, mais dans les cinq à dix prochaines années. Les investisseurs et les clients se détournent de certaines entreprises, de nouveaux modèles et domaines d'activité innovants voient le jour.

Plus de 70 % du potentiel de décarbonation suisse est rentable aux prix actuels du CO₂. Le prix du CO₂ en Europe est actuellement de CHF 100 par tonne environ.

² Échelle de 0 à 5 ; 0 = peu de dynamisme/d'activité ou non pertinent pour la marche des affaires, 5 = dynamisme/activité important(e) ou principal moteur de la marche des affaires

Figure 2

La courbe des coûts de la décarbonation en Suisse



Décarbonation : l'économie suisse monte en puissance

Un grand nombre d'entreprises ont déjà pris des mesures de décarbonation importantes par le biais de l'Agence de l'énergie pour l'économie. Plus de 4000 entreprises représentant plus de 50 % des émissions de l'industrie et des services en Suisse (émissions de scope 1 et 2) élaborent des mesures de décarbonation par le biais de l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC). Quelque 700 autres entreprises travaillent avec ACT, l'Agence Cleantech Suisse.

De nombreuses grandes entreprises et industries se sont déjà engagées à une décarbonation poussée. À ce jour, 83 entreprises suisses avec un chiffre d'affaires annuel cumulé de plus de 500 milliards de CHF et des émissions globales de plus de 300 Mt CO₂e par an ont adhéré à la Science-Based Targets initiative (SBTi). Les émissions globales de ces entreprises correspondent à plus de six fois les émissions domestiques de la Suisse. Le SBTi fournit une méthode standardisée et largement reconnue pour fixer des objectifs de protection du climat crédibles, fondés sur la science. Ce soutien est appuyé par un écosystème d'associations et d'ONG unique en Suisse ; de nombreux secteurs ont ainsi déjà adopté des feuilles de route zéro émission nette et de puissants réseaux et initiatives de soutien aux entreprises voient le jour. Certaines entreprises se sont fixé des objectifs qui vont plus loin. ABB, par exemple, s'est engagée à induire une réduction annuelle de 100 Mt de CO₂ grâce à ses produits.

La Suisse a un volume d'investissement durable de plus de 1500 milliards de CHF. Autour de 20 % des actifs gérés en Suisse sont investis de manière durable, avec une croissance de plus de 40 % sur les dix dernières années.

Notre étude montre qu'il existe un certain nombre de défis à relever pour aller plus loin dans la décarbonation

Pour 80 % des entreprises, l'évaluation de l'opportunité économique d'une décarbonation ambitieuse est un défi. La courbe des coûts de la décarbonation montre que de nombreuses mesures présentant des avantages économiques n'ont pas encore été prises. Il y a souvent un manque de sensibilisation aux opportunités et aux risques de la décarbonation ainsi qu'aux conséquences attendues à moyen terme pour le modèle d'affaires (par exemple dans le domaine du financement, des chaînes de valeur ou de la réglementation), en particulier pour les PME. Le sujet a été abordé dans plus de 80 % des entretiens menés. Il est également important d'avoir une discussion ouverte et constructive entre les parties prenantes, dans laquelle les doutes peuvent être exprimés, où l'on apprend ensemble des erreurs et où l'on travaille à une amélioration continue.

Le manque de connaissance des outils ainsi que la grande complexité et l'influence de plus en plus difficile à exercer dans la chaîne de valeur compliquent l'établissement du bilan et la réduction des émissions. Cet aspect est surtout pertinent dans le domaine des émissions indirectes le long de la chaîne de valeur (émissions du scope 3). Les méthodes et les normes ne sont pas toujours suffisamment uniformes et connues, et plus de 60 % des entreprises interrogées éprouvent des difficultés à établir le bilan des émissions, par exemple.

Les PME en particulier risquent de rester à l'écart. Pour de nombreuses PME, le sujet est encore plus abstrait que pour les grandes entreprises ; de plus, les petites entreprises n'ont souvent tout simplement pas les ressources nécessaires pour s'occuper de la décarbonation. La Suisse ne peut pas se permettre de laisser les PME à l'écart, car on estime que ces entreprises représentent 20 à 30 % des émissions domestiques totales et 40 à 50 % des émissions domestiques de l'économie. En outre, elles ont un rôle important à jouer en tant que moteurs de l'innovation et dans les chaînes d'approvisionnement.

Des conditions-cadre nationales représentent un défi. Plus de 60 % des entreprises interrogées considèrent l'éclatement réglementaire comme un défi en général. En particulier, les objectifs climatiques de la Suisse selon l'Accord de Paris se réfèrent principalement aux réductions domestiques, qui sont souvent aussi au centre des préoccupations politiques et sociales. C'est négliger toutefois l'important potentiel de décarbonation de la Suisse en tant que siège d'entreprises internationales. De nombreuses entreprises domiciliées en Suisse sont déjà actives dans la décarbonation de leurs chaînes de valeur et montrent l'exemple, mais il serait possible d'aller beaucoup plus loin avec des incitations et des conditions-cadre à l'échelle mondiale.

La finance durable connaît une croissance rapide, mais des questions importantes restent ouvertes. Les placements durables (c'est-à-dire les actifs gérés) ont notamment connu une forte croissance : après une trentaine d'années, les investissements ont dépassé 100 milliards de CHF en 2015, puis le montant des investissements a atteint plus de 1,5 billion de CHF en cinq ans. De même, les financements ont augmenté, mais les volumes de crédits et d'hypothèques dits verts ou durables n'ont pas encore atteint 10 %. De nombreux défis subsistent et des points importants ne sont pas résolus. Ainsi, la mesure et l'évaluation des risques et de l'impact climatiques sont complexes et pas toujours uniformes (pour les notations ESG, par exemple), l'accès au capital pour décarboner est coûteux, en particulier pour les PME.

La coopération et des actions de toutes les parties seront nécessaires pour libérer le potentiel de décarbonation de l'économie suisse

Des associations et des ONG peuvent mobiliser les PME de manière ciblée et leur apporter un soutien pragmatique, par exemple en renforçant la sensibilisation, en améliorant les services ainsi que les outils et les plateformes, en s'inspirant des initiatives existantes des associations et des réseaux. Elles sont décisives pour ancrer en Suisse la Science Based Targets initiative (SBTi), reconnue au niveau international, et l'établir en tant que norme fondée sur la science pour la fixation d'objectifs (dans le cadre de l'initiative de « Go for Impact », par exemple). En outre, elles peuvent contribuer à rendre plus visibles les opportunités commerciales de la décarbonation. En se serrant les coudes de manière visible et en s'engageant dans un dialogue constructif, il est possible d'améliorer la crédibilité et l'échange mutuel.

L'**économie réelle** peut sensibiliser non seulement les entreprises et les réseaux aux opportunités et aux risques liés au climat, mais aussi les décideurs internes et externes. Ces derniers peuvent ensuite s'orienter vers des entreprises qui exploitent avec succès de nouveaux modèles commerciaux. Il n'existe pas encore suffisamment de services de conseil adaptés aux entreprises dans le domaine de la décarbonation.

La **finance** peut aider à rendre la transition verte possible si elle se fixe des objectifs et des stratégies climatiques en accord avec l'Accord de Paris. Elle devient ainsi le catalyseur de l'accès au capital pour l'innovation et la décarbonation, par exemple en proposant des solutions de financement pour les chaînes de valeur. Cela permet de garantir que les entreprises qui s'engagent sur une voie de transition crédible disposent de suffisamment de capitaux et contribuent ainsi à la décarbonation. En outre, les initiatives communes avec l'économie réelle sont importantes pour trouver des solutions constructives aux points en suspens concernant les normes, les taxonomies et les approches, comme le développement commun d'un certificat énergétique unique pour les bâtiments.

La **politique** peut contrecarrer l'éclatement réglementaire en promouvant la cohérence et la consistance et en créant des systèmes d'incitation pour la décarbonation internationale. Des incitations dans le cadre de la taxe sur le CO₂ ou l'introduction d'une « assurance contre les risques climatiques » analogue à l'assurance contre les risques à l'exportation en sont des

exemples. En outre, la politique devrait créer les conditions-cadre permettant de fournir suffisamment d'électricité écologique et de haute qualité dans une économie et une société post-fossile de plus en plus électrifiées, tout en préservant la qualité de la place économique suisse.